

LHL

N° 94 /CA du Répertoire

N° 03-148/03-197/CA du Greffe

Arrêt du 19 mai 2005

Affaire : Compagnie Béninoise de Consignation
Et de Travail (CBCT)

C/
CCIB

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 17 octobre 2003, enregistrée au greffe de la Cour sous le n° 620/GCS le 22 octobre 2003, par laquelle Monsieur SAKA Yacoub Directeur Général de la CBCT a sollicité l'annulation de la candidature de HOUNGBEDJI Félix et de FANGNON Christophe dans le secteur service de la catégorie B5a et de l'inscription de IDOHOU C. Pascal et de 28 autres sur la liste des électeurs des bureaux de poste de la CCIB, de Dantokpa et de Xlacodji ;

Vu la requête en date à Cotonou du 24 novembre 2003, enregistrée au greffe de la Cour le 27 novembre 2003 sous le n° 796/GCS par laquelle monsieur SAKA Yacoub, Directeur Général de la CCIB par l'organe de Maître Adis YEKINI SALAMI, Avocat à la Cour a sollicité l'invalidation de l'élection de FANGNON C. Christophe et de Karim Ibrahim dans la catégorie B5a du 09 novembre 2003 ;

Vu les correspondances n° 1308/GCS et 1311/GCS en date du 13 novembre 2003, par lesquelles les pièces du requérant ont été communiquées respectivement à messieurs Félix HOUNGBEDJI et Karim Ibrahim pour leurs observations ;

Vu les conclusions en date du 14 novembre 2003 de Maître Adiss Yekini SALAMI, enregistrées au secrétariat de la Chambre



Administrative de la Cour le 14 novembre 2003 sous le n° 657/CS/CA ;

Vu les observations en date du 13 novembre 2005 de monsieur ZINSOU Léopold enregistrées le 14 novembre 2003 sous le n° 739/GCS au greffe de la Cour ;

Vu le mémoire en défense en date du 14 novembre 2003 de monsieur FANGNON C. Christophe enregistré le 14 novembre 2003 sous le n° 743/GCS au greffe de la Cour ;

Vu les observations en date du 09 avril 2004 du Président de CEN-CCIB, enregistrées le 09 avril 2004 sous le n° 416/GCS ;

Vu le mémoire en défense du 29 avril 2004 de Monsieur FANGNON C. Christophe, enregistré au greffe de la Cour le 05 mai 2004 sous le n° 554/GCS ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 2658/GCS du 27 octobre 2003 du greffe de la Cour ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Emile TAKIN** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que les deux requêtes sus-visées tendant toutes aux mêmes fins, qu'ils échet d'en ordonner leur jonction pour une bonne administration de la justice ;

Considérant que par ses requêtes en date, du 17 octobre 2003 enregistrées au secrétariat et au greffe de la Cour les 20 et 22 octobre 2003, sous les numéros respectifs 4030 et 620/GCS contre la CCIB et du 24 novembre 2003 enregistrée à la Cour le 27 novembre 2003 et au greffe de la même Cour le 26 novembre 2003 sous les numéros respectifs 4430 et 798/GCS dans le cadre des élections consulaires 2003, la Compagnie Béninoise de Consignation et de

Transit représentée par Monsieur SAKA Yacoub sollicite qu'il plaise à la Cour :

- prononcer l'annulation de la candidature de Félix HOUNGBEDJI et Christophe FANGNON au motif que ceux-ci, figurant sur la liste provisoire des candidats dans leur catégorie (B5a), créent des doutes à son niveau

- prononcer l'annulation de l'élection pour fraude de Pascal C. IDOHO, Lucien LEDJO (qui est inscrit au registre de Commerce catégorie A), Arcadius K. ALINDE, Patrick AVOGNON, Abdalah AZAR, Joseph R. BAAKLIN, Bouraïma Do-REGO, Antoine H. FANGNON, Juifeng LUI, LIN QUILAN tous inscrits dans le bureau de poste de la CCIB ;

Assad E. AZAR, Joseph El BAAKLINI, Codjo C. FANGNON, Raymonde KOUDANOU, Didier MEHINTO, Jean Olivier K. NUTSUGAN, YOUNG PING ZHU, inscrits dans le bureau de poste de Dantokpa et Augustin aHIZAN, Julien D. Germain de SOUZA, Stéphane DOMANOU, Zachor GOUDALI, Siméon FAGBEMI, Michel HOUEGBAHO, Assomption HOUSSOU, Raïmi MOUSSE, Alexandre SOHO, Edgar TCHOBLI, Abel ZOLA, tous inscrits au registre de commerce catégorie A Joachim DOVOEDO (dont le n° de registre de commerce porte des doutes) tous inscrits dans le bureau de poste de Xlacondji ;

Considérant que par lettre n° 1228/GCS du 30 octobre 2003 le requérant a été invité à préciser à la Cour l'objet de son recours ;

Que par lettre n°031/DG/SP du 3 novembre 2003 l'intéressé a réagi par rapport à cette lettre ;

Que par une autre lettre n° 1312/GCS en date à Cotonou du 12 novembre 2003 monsieur le Président de la Commission Electorale Nationale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin a été invité à produire ses observations en la cause ;

Que par lettres n°s 1308, 1309, 1310, et 1311/GCS les nommés Félix HOUNGBEDJI (société Afrique Groupage), Christophe FANGNON (société SAFRIT), Léopold ZINSOU (société SNTE), Ibrahim KARIM (société SITMAT) se sont vus communiquer copie de la requête et invités à présenter leurs observations ;



Considérant que le requérant qui se déclare être dirigeant d'une société agréée dans l'exercice des activités de Commissionnaire en Douane (Compagnie Béninoise de Consignation et Transit/ CBCBT) et candidat dans le secteur service de la catégorie B5a déclare qu'en ces qualités il s'intéresse à une clarté et "un jeu démocratique" de ces élections ;

Que malheureusement la liste provisoire des candidats dans cette catégorie crée des doutes sur bien de points ;

Qu'en cela les nommés Félix HOUNGBEDJI et Christophe FANGNON bien que non en règle vis-à-vis du service des Impôts et de l'OBSS se sont portés candidats ;

Que de même l'intéressé, et venant à la liste des électeurs s'attaque à ceux d'entre eux dont la liste est précédemment établie ;

Que pour SAKA Yacoub ceux-ci ne sont pas connus comme dirigeants fondateurs de sociétés commissionnaires en Douane pour n'avoir pas eu l'agrément de la Douane, ils ne sauraient en conséquence faire valoir un quelconque droit au vote dans cette catégorie, la B5a ;

Que de même, du point de vue de la légalité, il porte un doute sérieux sur la mise à jour de ces personnes et de leurs prétendues sociétés vis-à-vis du fisc, de l'OBSS et de la CCIB ;

Qu'il termine en sollicitant qu'il plaise à la Cour rendre justice aux fins de lumière dans ces élections ;

Considérant qu'invité à préciser l'objet réel de sa demande, SAKA Yacoub déclare qu'il sollicite le rejet de la candidature de Christophe FANGNON et Félix HOUNGBEDJI puisqu'elles recèlent une violation de l'article 66 des Statuts de l'Institution CCIB ;

Que s'agissant des listes des électeurs relevées plus haut, qu'il sollicite de la Cour le rejet desdites listes pour violation des articles 60 et 67 des Statuts de cette même Institution, la CCIB ;

Considérant que FANGNON Codjo Christophe soutient que le présent recours qui n'a été porté à sa connaissance que le lendemain de la publication de la liste électorale définitive ne saurait être déclaré recevable ;

Considérant qu'en fait la contestation de SAKA Yacoub vise l'annulation de l'inscription de FANGNON Codjo Christophe et des autres mis en cause sur la liste électorale provisoire ;

Considérant qu'aux termes de l'article 75 des Statuts de la CCIB, c'est d'un délai de 15 jours que dispose tout électeur pour attaquer toute irrégularité apparue à la liste d'électeurs provisoire ;

Que la Cour ayant été saisie le 20 octobre 2003 du recours du requérant alors que l'affichage de la liste électorale provisoire est du 08 octobre 2003 ; il y a lieu de constater qu'un délai de quinze (15) jours n'est pas passé entre ces deux dates et déclarer le recours recevable puisque respectueux des forme et délai de la loi ;

Que s'agissant du fond SAKA Yacoub, requérant soutient que les intéressés ne sont connus nulle part en tant que dirigeants fondateurs de sociétés commissionnaires en Douanes agréées et par conséquent ne peuvent pas faire valoir un quelconque droit de vote ;

Que mieux et du point de vue de la légalité qu'il porte un doute sérieux sur la mise à jour de ceux-ci et de leurs prétendues sociétés vis-à-vis du fisc, de l'OBSS et de la CCIB ;

Considérant qu'il produit à cet effet le compulsoire des 30 et 31 octobre et 3 novembre 2003, du registre de commerce et de crédit immobilier (RCCM) et de la Direction de l'Application et de la Réglementation (DAR)

Considérant qu'il résulte de l'exploitation de ce document que seuls les nommés Alindé K. Arcadius, Babadjidé Alphonse, FANGNON H. Antoine, GLELE Gildas, GENDEHOU Gabriel, Idohou Pascal, Kuassi Benoît, LAWANI Yekini, Ledjo Lucien, Lin Jinfeng, Quilan Lin, Rangard Olivier, tous électeurs du littoral catégories B5a du poste de CCIB, AHIZAN Augustin, DOMADO Germain, HOUEHAHO Michel, HOUNSOU Assomption, MONSI Raïmi, SOHOU Alexandre, TCHOBLI Edgar et ZOLA Abel ne représentent aucun établissement et par conséquent ne peuvent faire valoir un droit de vote ;

Qu'il échet de ce chef annuler leur vote pour défaut de qualité ;

Que s'agissant des candidats HOUNGBEDJI Félix et FANGNON Codjo Christophe le requérant sollicite l'annulation de



leur candidature au motif que ces derniers ne sont pas en règle vis-à-vis du fisc et de l'OBSS ;

Considérant cependant que répondant à une correspondance de la Cour n° 1394/GCS du 05 avril 2004 aux fins de lui fournir des éléments de réponse relatifs à ces allégations, la CEN/CCIB a fait noter que ces derniers sont bien en règle vis-à-vis de ces deux institutions ;

Qu'au demeurant la CEN/CCIB produit à l'appui de son affirmation les quittances attestant des règlements faits par ces derniers au niveau des Impôts et Douane puis conclut à la régularité de leur candidature ;

Qu'il y a en conséquence lieu de rejeter la demande du requérant tendant à voir ordonner l'annulation de l'élection de HOUNGBEDJI Félix et de FANGNON Christophe ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est ordonné la jonction des procédures n° 03-148/CA du 23 octobre 2003 et 03-197/CA du 02 décembre 2003.

Article 2 : L'exception d'irrecevabilité soulevée par le défendeur FANGNON Christophe est rejetée.

Article 3 : Les recours formés par la Compagnie Béninoise de Consignation et de Transit et Monsieur SAKA Yacoub contre les candidatures aux élections consulaires et contre l'élection des messieurs Karim Ibrahim et FANGNON C. Christophe sont recevables.

Article 4 : Sont annulés pour défaut de qualité les votes de ALINDE K. Arcadius, Babadjide Alphonse, FANGNON H. Antoine, Glèlè Gildas, GENDEHOU Gabriel, IDOHOU Pascal, KUASSI Benoît, LAWANI Yekini, LEDJO Lucien, Lin JINFENG, Quilan Lin, RANZARD Olivier, AHIZAN Augustin, DOMZDA Germain, HOUEDAHO Michel, TCHOBLI Edgard et ZOLA Abel tous électeurs dans le littoral catégorie B5a du poste CCIB.

Article 5 : La demande du requérant tendant à voir annuler la candidature de HOUNGBEDJI Félix et de FANGNON Christophe est rejetée

Article 6 : Les frais sont mis de moitié pour chacun à la charge du requérant et du trésor public.

Article 7 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Samson DOSSOUMON, président de la chambre administrative

PRESIDENT ;

Emile TAKIN }
ET {
Francis Aimé HODE }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix neuf mai deux mille cinq, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de **Donatien H. VIGNINOU**,

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur

Le Greffier,


S. DOSSOUMON.-


E. TAKIN.-


D. H. VIGNINOU.-

DE = 1000F
Enregistré à Cotonou le 16/05/06
Fo 36 Case 2441
Reçu Mille francs.
L'Inspecteur de l'Enregistrement





Ensigns of the Navy
to the
Reynolds & Reynolds

